



Pour une autre réforme du collège : tous et toutes en grève le 19 mai !

Réforme, réformer. Si l'on prend la peine de chercher dans un dictionnaire ou sur le net, on tombe rapidement sur une définition plus ou moins précise définissant la réforme comme une amélioration, un changement en mieux. Il semble que notre ministre comme beaucoup d'autres avec elle ne maîtrise pas ses fondamentaux car si son projet pour le collège modifie le fonctionnement de la 6ème à la 3ème, il n'est en rien une amélioration ou un progrès.

Nous faisons le constat à l'heure actuelle que le collège, qui n'a jamais eu les moyens d'une réelle démocratisation, renforce les inégalités scolaires et ce malgré les efforts des personnels pour faire réussir les élèves. Il favorise un tri social qui se traduit par une orientation plus ou moins choisie à la sortie de la troisième au lieu de permettre à tous les élèves de se construire une culture commune. Cette situation n'est pas acceptable. Et ce n'est pas le projet pour le collège du gouvernement qui va améliorer la situation.

En effet, il ne s'agit pas, pour le ministre, de transformer le collège en un lieu égalitaire mais d'appliquer à ce

niveau les recettes libérales expérimentées avec le lycée. L'autonomie des établissements est mise en avant afin d'en faire une chance pour les équipes pédagogiques d'adapter leur enseignement à leur public. C'est un premier dévoiement. Car derrière l'autonomie des établissements, c'est bien celle du chef qui est à l'œuvre en lien avec le conseil pédagogique instance qui ne repose sur aucune légitimité. Ainsi, c'est près de 20% de la dotation qui sera laissée au libre choix du chef d'établissement qui aura ainsi beau jeu de favoriser, dans le cadre d'un contrat d'objectif (le jargon ultra-libéral appliqué à l'école) la concurrence entre les disciplines et les collègues. Cela va à l'encontre de la possibilité de la construction d'une culture commune, les collèges pouvant ainsi mettre en place des filières déguisées en fonction du choix des EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires) ou du maintien d'une langue ancienne. Ce n'est pas une nouveauté mais la mise en place d'un parcours de formation, d'orientation et de découverte du monde professionnel renforcera le tri social déjà à l'œuvre à l'heure actuelle.

Le deuxième dévoiement est autour de la pédagogie (dont le périmètre se

limiterait au socle commun de compétences) que la ministre veut mettre au cœur du projet. Les EPI (voir encadré) pourraient apparaître comme une avancée, la CGT Educ'action étant favorable au travail interdisciplinaire ; c'est à nouveau une illusion aucun moyen n'étant alloué pour la concertation, la formation... C'est en revanche un bon moyen en cas d'opposition à la réforme (le 19 mai par exemple) pour renvoyer les personnels de l'éducation face au discours ambiant qui en font des réfractaires systématiques à toutes évolutions.

C'est pourtant bien le contraire. Des expérimentations pédagogiques sont tentées chaque jour avec succès pour les élèves. Elles ne sont souvent pas entendues car elles nécessitent des moyens. Et c'est bien là le nœud central du problème. Réformer, veut dire améliorer, cela signifie donc de donner les moyens aux personnels de travailler avec les élèves dans des conditions satisfaisantes et notamment des effectifs limités (20 élèves par classe, 15 en éducation prioritaire). Cela nécessite aussi de se former pour mettre en place une pédagogie émancipatrice qui est indissociable d'une école démocratique.

Cette dernière ne saurait en aucun cas être soumise à l'idéologie libérale. Or, c'est pourtant le cœur du projet gouvernemental qui poursuit le travail de la droite sans poser véritablement la question de l'école dans notre société. Cette situation est inacceptable. L'appel à la grève intersyndicale du 19 mai prochain est un premier pas pour construire une autre voie.

Justice sociale : moins de moyens pour tou-te-s ?!

Nous étions 120.000 à manifester à Paris le 9 avril contre l'austérité et son emblématique loi Macron. Le gouvernement a fait le choix de mener une politique économique libérale et d'austérité budgétaire. Nos salaires sont gelés depuis 2010 faisant baisser notre pouvoir d'achat. Le chômage et la misère continuent de progresser.

Face aux problèmes générés dans l'école par ce contexte le gouvernement a lancé les Assises de l'Ecole pour les valeurs de la République, un vaste simulacre de concertation qui entend faire reposer sur l'Ecole la responsabilité d'assurer ou de ramener la paix sociale. Elles entendent rétablir « l'autorité des maîtres (...) par la compréhension et la célébration des rites républicains et des symboles de la République ». C'est une vision de l'autorité réactionnaire et dangereuse dans laquelle la république serait perçue comme une religion avec des rites auxquels il faudrait obéir aveuglément, très éloignée de tout développement de l'esprit critique de nos élèves en tant que citoyen-ne-s en devenir et dans laquelle nous servirions de VRP d'une république bourgeoise et de défenseurs de l'ordre établi. C'est oublier leurs conditions matérielles de vie. Comment les élèves peuvent-ils adhérer à cette république qui non seulement ne tient pas les promesses de sa devise mais leur font vivre la précarité, et subir le chômage de leurs parents? C'est aux antipodes des idées de progrès et d'émancipation que porte la CGT. L'autorité en classe ne repose-t-elle pas davantage sur une relation de confiance entre l'élève et l'enseignant-e, sur des valeurs généreuses de transmission d'un savoir c'est à

dire sur la pédagogie? Ce n'est pas dans le dressage et dans l'obligation d'aduler le drapeau que ça peut marcher bien au contraire, c'est prendre le problème par le mauvais bout.

Alors que l'Etat se désengage des collectivités territoriales et coupe les subventions à de nombreuses associations, il fait mine de s'interroger sur les moyens de « renforcer les actions contre les déterminismes sociaux et territoriaux ». Nous avons des idées à la CGT et ce ne sont pas celles avancées par notre Ministère qui retire des moyens aux établissements. Certains d'entre eux ont même vu leur DGH diminuée alors qu'ils devenaient REP+ et le nombre moyen d'élèves par classe ne cesse d'augmenter, où est la justice sociale? La réforme du collège est édifiante, elle doit se faire à quasi moyens constants et ne pose à aucun moment ni la question de la difficulté scolaire et ni celle de sa remédiation. Construite à partir des dogmes libéraux, elle met en avant l'autonomie des établissements à travers un rôle accru du Conseil Pédagogique sous la coupe du chef d'établissement, accentue la concurrence entre les collègues et les disciplines, impose l'interdisciplinarité sans moyen de concertation.

Parce que le projet de la CGT Educ'action est tout autre, nous devons tou-te-s nous mobiliser pour réussir la journée de grève du 19 mai, pour un collège unique émancipateur et démocratique, pour des moyens supplémentaires de l'école au lycée et donner plus à celles et ceux qui ont moins, pour plus de justice sociale.

POUR VOUS INFORMER, DÉBATTRE, PRENDRE CONTACT...

★ Connectez-vous avec la CGT Educ'action Versailles

<http://www.cgteduc-versailles.fr/>

★ Écrivez-nous ! cgteducversailles@gmail.com

★ Appelez-nous ! 01 46 09 98 70

